



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 NANTES Cedex 2

Nantes, le 10/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CAP ECO RECYCLING**

21 AV DU COEUR DE L'OUEST  
44390 Puceul

Références : N3-2023-1134 - RAPPORT

Code AIOT : 0100000420

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2023 dans l'établissement CAP ECO RECYCLING implanté 21 AV DU COEUR DE L'OUEST 44390 Puceul. L'inspection a été annoncée le 13/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site a été autorisé par arrêté préfectoral du 25 août 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAP ECO RECYCLING
- 21 AV DU COEUR DE L'OUEST 44390 Puceul
- Code AIOT : 0100000420
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Site de tri, transit, regroupement et broyage de déchets plastiques

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Volume d'activités
- Protection de la ressource en eaux
- Gestion des déchets
- Protection incendie

- Gestion des poussières et matières plastiques
- Nuisances sonores
- Surveillances des PFAS

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Protection de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 4	/	Sans objet
5	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, articles 1.2.3 et 5.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature / volume des activités	Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Surveillance des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, articles 3 et 4	/	Sans objet
3	Gestion des poussières et matières plastiques	Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 3.1.1	/	Sans objet
6	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 6	/	Sans objet
7	Protection incendie	Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 7	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

2 écarts à corriger sont identifiés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Nature / volume des activités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Nature / volume des activités
<b>Prescription contrôlée :</b> Nature / volume des activités

**Constats :**

Le jour de l'inspection, l'exploitant a transmis une extraction de ses tonnages de déchets de plastiques broyés pour le mois d'octobre 2023 : les tonnages journaliers varient entre 7,1 et 29 tonnes.

**Avis de l'inspection des installations classées :**

La limite à 40 tonnes de déchets plastiques broyés par jour est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 2 : Surveillance des PFAS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des PFAS

**Prescription contrôlée :**

- Surveillance des PFAS dans les 9 mois à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel
- Programmation de 3 analyses sur 3 mois consécutifs

**Constats :**

L'exploitant a formulé des demandes de devis auprès de 3 prestataires (Eurofins, Dekra et Innovalys) afin de réaliser les 3 analyses sur 3 mois consécutifs. L'exploitant s'est positionné quant au choix des PFAS à analyser : il a limité le spectre analytique aux 20 PFAS désignés à l'article 3.2 et n'a pas retenu les 8 PFAS de l'article 3.3. Pour justifier ce positionnement, l'exploitant déclare que les cahiers des charges de la matière entrante possèdent une clause sur les agents chimiques dangereux et POPS qui incluent les PFAS. Il déclare également avoir réalisé des analyses en PFAS (PFOA et PFOS) sur des prélèvements réalisés le 24/05/2022 et que les valeurs de concentration obtenues n'ont pas atteint le seuil de détection établi à 0.05 µg/l.

**Avis de l'inspection des installations classées :**

Le positionnement de l'exploitant est cohérent et n'appelle pas de commentaire. L'exploitant devra réaliser les analyses dans les 9 mois à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel et transmettre ses résultats.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 3 : Gestion des poussières et matières plastiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 3.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des poussières et matières plastiques

**Prescription contrôlée :**

Gestion des poussières et matières plastiques

**Constats :**

L'ensemble des surfaces d'activité est imperméabilisé.

Le point de rejet des eaux de ruissellement dans le bassin de décantation est équipé d'un tamis à maille fine afin de collecter les morceaux de plastique emportés par ces eaux.

Le site est maintenu propre.

Les activités de broyage sont réalisées à l'intérieur du bâtiment de production. Les 3 lignes sont équipées de systèmes d'aspiration des poussières qui sont récupérées avant d'être expédiées pour valorisation matière.

Les plastiques issus du broyage sont stockés à l'extérieur dans des contenants fermés (big bag).

Avis de l'inspection des installations classées :

La gestion des poussières et matières plastiques est conforme aux prescriptions.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 4 : Protection de la ressource en eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Protection de la ressource en eau

**Prescription contrôlée :**

- Gestion des eaux pluviales du site
- Traitement des eaux avant rejet
- Contrôle annuel des eaux et conformité des résultats

**Constats :**

Les eaux pluviales du site sont collectées, dirigées vers un bassin de décantation côté nord-ouest et traitées par un séparateur à hydrocarbures avant rejet au milieu naturel.

Les eaux de rejets ont été contrôlées le 27/07/2023 par la société DEKRA : aucun dépassement des valeurs limite d'émission n'est constaté mais les métaux n'ont pas été analysés. Ce paramètre était bien présent sur les résultats d'analyse de 2022 et les résultats étaient conformes (1,4 mg/l pour une VLE à 15 mg/l). L'exploitant déclare qu'il demandera des explications à son prestataire pour ce manque et rectifiera le spectre analytique pour les prochaines analyses.

Avis de l'inspection des installations classées :

L'exploitant devra compléter son spectre analytique avec le paramètre métaux.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 5 : Gestion des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, articles 1.2.3 et 5.2

**Thème(s) :** Autre, Gestion des déchets

**Prescription contrôlée :**

- Procédure d'information préalable
- Registre des déchets
- Entreposage des déchets

**Constats :**

L'exploitant réalise une fiche d'information préalablement à toute admission de déchets sur site. Cette fiche contient l'ensemble des informations réglementaires. L'exploitant déclare avoir des difficultés à renseigner l'origine du déchet, car certains clients qui souhaitent protéger leur source d'activité. En cas de doute sur la matière réceptionnée, l'exploitant déclare réaliser des analyses de caractérisation

Le registre des entrées et des sorties de déchets est correctement renseigné avec l'ensemble des informations réglementaires.

Les zones d'entreposage des déchets sont clairement définies par un marquage au sol qui respectent en partie le plan de masse prescrit. En effet, le marquage au sol de la zone G ne respecte pas les dimensions prescrites.

Concernant la localisation des entreposages de déchets, des écarts ponctuels sont identifiés,

notamment :

- Des débordements des surfaces initialement prévues pour l'entreposage sont constatés sur les différentes zones du site ;
- Au niveau des stockages de big-bags de déchets broyés (stockages D et E), des stockages non prévus ont été constatés le long du bassin de décantation de collecte des eaux pluviales ;
- Un stockage de contenants vides a été identifié le long de la limite ouest du site entre la zone de stockage F et le bassin de confinement des eaux incendies ;
- Des stockages de contenants vides et de déchets plastiques sont constatés le long de la limite est du site.

Les hauteurs de stockages prescrites sont, à certains endroits du site, non conformes.

Avis de l'inspection des installations classées :

L'exploitant a mis en place une procédure de gestion des déchets conforme à la réglementation.

L'exploitant devra corriger les écarts identifiés sur la localisation des zones d'entreposage. Si l'exploitant souhaite apporter des modifications à son plan de masse, ce dernier devra transmettre un porter à connaissance qui inclura, notamment, un plan de masse à jour et une mise à jour de l'étude des dangers.

Les hauteurs de stockage prescrites sont à respecter sur l'ensemble du site. Il est rappelé que la hauteur est limitée à 3 mètres dans la limite des 10 mètres du bâtiment de production. Au-delà des 10 mètres d'éloignement, la hauteur n'excède pas 6 mètres.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 6 : Prévention des nuisances sonores

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des nuisances sonores

**Prescription contrôlée :**

Contrôle et conformité des résultats

**Constats :**

Suite à la mise en place de la 3<sup>ème</sup> ligne de broyage, l'exploitant a fait réaliser le contrôle des niveaux sonores par la société DEKRA le 09/08/2022 : un dépassement en limite est du site (70,3 dB au lieu de 70 dB) est constaté. Cependant, le niveau résiduel dépasse également les 70 dB (70,6 dB) du fait de la proximité immédiate de la RN 137.

Avis de l'inspection des installations classées :

L'exploitant a réalisé le contrôle des niveaux sonores suite à l'installation du 3<sup>ème</sup> broyeur. Le dépassement identifié s'explique par la proximité de la route RN 137.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 7 : Protection incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Protection incendie

**Prescription contrôlée :**

- Voies de circulation et d'accès
- Mise en place des murs coupe-feu
- Confinement des eaux incendie

- Vérification annuelle des équipements de protection incendie (extincteurs, RIA, désenfumage, détection)  
- Ressource en eaux d'extinction

**Constats :**

Les voies de circulation et d'accès sont constatées propres et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les stockages extérieurs de déchets plastiques notés A, B, C, D, E et F sont séparés du bâtiment de production par un mur coupe-feu REI 120 minimum établi à 1 mètre du bâtiment. La disposition des murs coupe-feu respectent les prescriptions.

Le bassin de régulation des eaux pluviales sert également au confinement des eaux incendie. Ce dernier est identifié sur site et son volume est constaté disponible. Un système de confinement (vanne de sectionnement) est associé à ce bassin. Ce système est clairement localisé et son fonctionnement est explicité sur un panneau.

La vérification annuelle des extincteurs et des trappes de désenfumage a été réalisée par la société DEKRA le 6/01/2023.

Mensuellement, l'exploitant réalise la vérification des détecteurs et la dernière vérification a eu lieu le 9/10/23.

Concernant les ressources en eaux incendie, les réserves d'eau, 1 de 120 m<sup>3</sup> et 2 de 60 m<sup>3</sup> ont été constatées sur le site. 2 poteaux incendies localisées à proximité du site complètent le dispositif d'alimentation en eaux d'extinction.

Avis de l'inspection des installations classées :

Les mesures de protection contre l'incendie sont conformes aux prescriptions.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet